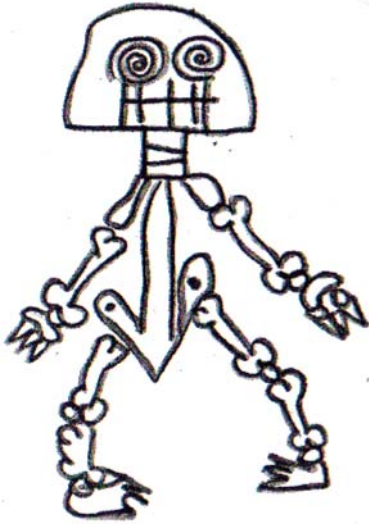




## Mon cher et fier Achille,



**J**e t'ai cherché dans la gare de Montpellier, j'ai éculé toutes les fontaines et les parcs où tu pouvais encore traîner, rien. Ça y est, la chasse est ouverte. Les fontaines, elles ont été réaménagées de manière à chasser le zonard, et les bancs, ils ont été étudiés pour que personne ne puisse s'y poser. Quant aux gares, elles sont aussi nettoyées que le sont les Galeries Lafayette ou les caisses de la Société Générale. Alors, où es-tu, Achille ? J'ai bien cherché dans un squatt ou deux, oui, mais ça expulse à tout va, ça restructure et pas moyen de t'y trouver. J'espère juste que tu t'es trouvé un petit coin pénard pour y faire ta maison en paille ou en tournesol et y faire pousser des patates. Un truc qui (je tremble en l'écrivant) te coûterait pas un rond, rien de rien ! Mais avec les centaines de lois et décrets pondus chaque année par les bourgeois, ton répit il risque pas de durer *ad vitam aeternam* et même l'air que tu respirez sera, tôt ou tard, taxé suivant leurs barèmes. Tu sais, tous les ans, j'attends que tu viennes gratter à ma chaumière, précédant ta joyeuse bande de potes et là... peau de balle ! Tu me snoberais pas, dis ? Peut-être que tu anticipes le jour où je me ferai installer un portail électrique et où ma nouvelle piscine ne pourra profiter qu'aux collaborateurs de ma nouvelle succursale des ventes. Crois-moi, même si je ne partage pas encore toutes tes galères, ça va venir... et puis j'espère bien trépasser avant de rejoindre la horde des commerciaux barricadés dans leur domaine de carton-pâte et refusant de partager leurs superbes chiottes parfumées à la mangue. Quand on dit que le pognon n'a pas d'odeur, laisse-moi rire ! Tu te souviens de l'entreprise Firchim qui avait sorti de ses usines un nouveau répulsif en bombe conçu

en laboratoire spécialement contre les SDF. Ça nous avait bien fait marrer. Mais maintenant, on ne rit plus mon pote. Tu sais, j'ai même demandé aux centres de rétention s'ils ne t'avaient pas enfermé chez eux, par hasard, à cause de ta tête d'africain. Et y a pas eu moyen de savoir s'ils allaient pas t'envoyer au Congo, dans la région des Grands Lacs ou au Darfour. Toi qui a une frousse bleue de l'avion ! A propos d'avions, ça serait facile de te retrouver si j'avais une relation au ministère de l'Intérieur, avec tous leurs dromes et leurs caméras... Y aurait moyen de te débusquer, c'est sûr. S'ils t'ont pris ton ADN en lousedé, sans te demander quoi, et foutu une puce sous la peau, hop, comme pour les vaches et certains employés de banques américaines... On pourrait te retrouver grâce à des puces, tu te rends compte, toi qui as horreur des puces ! Enfin, de toute façon j'ai pas de relation de ce côté et je vais te dire pour quoi. Je vais te le dire, oui, le fond de ma pensée... Je crois qu'ils t'ont recyclé dans un genre d'engrais bio pour faire pousser les tulipes sur les ronds-points. Je crois qu'ils en sont capables... Où alors ils t'ont utilisé comme pesticide, avec tous les pastis et la bouffe stérile que tu t'enfilais... Pour ceux que ça ferait sourire, je rappelle que l'ordre, le progrès, la quête de la richesse, tout ça forme un *triumvirat* incontournable où la plus grande partie des humains et des autres êtres vivants n'ont plus leur place. Toute découverte est viscéralement attachée au profit. Alors pourquoi pas de l'engrais à base de SDF fabriqué en usine par des pauvres connes comme moi qui préfèrent bosser n'importe où parce que le boulot devient une denrée plus prisée que les truffes à l'armagnac. Soit on devient un outil docile, soit on devient un paria. Tu me le disais toi-même, Achille : « Qu'est-ce qu'on va foutre avec toutes ces machines qui font tout le sale boulot à notre place ? ». On ne pourra plus parler de classe ouvrière vu qu'on se sera passé de nous, définitivement, et qu'on devra mendier le fric pour payer le droit de se promener en dehors de nos cités clôturées. Tu vois, il y a entre moi et cette société une activité humaine infiniment compliquée qui m'échappe un peu. Ce soir, tant pis, je boufferai ma quiche sans toi mais je nous réserve, pour les beaux jours, une vieille recette de la Commune : une tripaille de député à la mode Achille. Allez, bon appetit quand même...

Sandra Po

...La pression du chiffre fixée par le gouvernement et son ministère de l'Identité nationale, encourage ces pratiques policières qui ne s'arrêtent pas aux portes des villes.

▲ Pont d'Hérault, une femme et ses trois enfants, qui vivent depuis plus de deux ans en Cévennes, on dû fuir cet hiver face aux gendarmes venus les arrêter chez eux puis à l'école où sont scolarisés les enfants. En effet, la préfecture du Gard leur avait adressé une obligation immédiate de quitter le territoire et ce, malgré une demande d'asile politique pour les persécutions dont ils sont les victimes dans leur pays d'origine. Sur l'impulsion d'élèves et de parents d'élèves, la solidarité s'est organisée, une pétition a circulé et une manifestation a réuni une centaine de personnes devant la sous-préfecture du Vigan. Cette mobilisation a abouti à la régularisation de cette famille, nous apprenant ainsi au passage qu'un sous-préfet sous pression peut régulariser quiconque de son propre chef...

Ⓒette tentative d'expulsion est malheureusement loin d'être isolée dans le secteur des Cévennes et,

ici comme ailleurs, il y a des moyens de résister aux arrestations et aux expulsions ;

- en constituant des réseaux téléphoniques (d'amis, de voisins, de parents d'élèves, de collègues, etc.) pour être le plus nombreux possible à pouvoir réagir rapidement en cas d'arrestation de sans-papier,

- en se mobilisant, en créant des comités de soutien, des réseaux de solidarités directes avec les étrangers en galère de papiers,

- en informant, en rendant visible aux yeux de tous la situation des sans-papiers...

La Coordination des sans-papiers de Montpellier est contactable sur :

<http://soutienauxsanspapiers.hautetfort.com>, une brochure « s'organiser contre les expulsions, que faire en cas d'arrestation » est téléchargeable sur <http://sanspapier.winterhost.org>, ainsi qu'une chronologie de la lutte de ces derniers mois dans les centres de rétention sur [indymedia.nantes](http://indymedia.nantes.fr).

**Des papiers pour tous, sabotons la machine à expulser.**

*Suite à l'expulsion-destruction du squat de la Picharlerie, en juillet 2007, des assemblées larges et hétéroclites se sont tenues en Vallée-Française, en Lozère. Le collectif en Cévennes s'est créé dans ce contexte, sur les bases suivantes :*

Face à un accès à la terre et à l'habitat rural bloqué par la spéculation (hausse des prix pour résidents secondaires fortunés) et par la propriété privée érigée en sainte relique ;

Face à une logique d'exploitation du territoire orchestrée par l'Etat et mise en oeuvre par ses relais locaux qui ote à la « campagne » ses dernières bribes d'autonomie, pour livrer ses plus beaux attributs à la marchandise ;

Face à la politique d'aménagement du territoire qui s'ensuit : élargissement/construction de routes pour rapprocher des gares TGV et des supermarchés ; couverture générale pour la téléphonie mobile ; accès à l'internet à haut débit et subventions à la création/installation d'entreprises pour développer les activités économiques de commerces et services et favoriser le pillage « durable » des ressources locales ;

Face aux constructions de résidences pavillonnaires pour accueillir le personnel à venir, au développement des structures vouées à l'accueil touristique pour rentabiliser cette « nature » si attrayante dans ce monde en perdition... ; et à une « campagne » sans paysans, conquise jusqu'au bout de ses pistes, dédiée à l'urbanité ;

Face à la politique de répression de ceux qui ne veulent pas ou ne peuvent pas s'adapter à la logique marchande ;

Un collectif s'est constitué dans les Cévennes.

Il souhaite poser publiquement la question de l'usage des terres, de l'habitat et de l'abolition de la propriété privée.

Il propose d'aider, dans la mesure de ses forces, à l'installation et à la réalisation de projets de vie, fondés sur une recherche d'autonomie économique et politique, hors des dogmes et des institutions du capital, des directives régionales ou européennes : constructions hors-normes, occupations illégales, mise en culture de terre pour l'auto-subsistance...

Il propose d'oeuvrer à la construction d'un rapport de forces face aux différents rouages administratifs, économiques et étatiques, contre la politique de « décabanisation », pour limiter, voire empêcher, les expulsions et les destructions de lieux de vie et de terrains utilisés ; et plus largement, contre la logique de développement territorial en cours.

Il souhaite se solidariser avec ceux et celles dont les démarches et résistances vont dans ce sens, échanger et s'organiser avec d'autres collectifs ou réseaux, dans la mesure d'objectifs communs.



**Contact collectif : [collectifencevennes@no-log.org](mailto:collectifencevennes@no-log.org)  
[lapicharlerie.internetdown.org](http://lapicharlerie.internetdown.org)**

Après l'effervescence des consciences, comme on a pu le constater à la destruction de la Picharlerie, la question se pose de savoir si on va laisser les bénioiouis habituels reprendre de leur molle assurance pour nous ramener à cette léthargie cérébrale qui, en ruisselant le long des nerfs à longueur d'année, finit par faire de tout un chacun un zombi social.

Certes, les preuves ne manquent pas que les démolitions et expulsions se poursuivent ailleurs, et dans des proportions sans cesse grandissantes (voir l'opération bestiale menée contre un foyer de travailleurs dans le 13ème à Paris), mais le jeu semble assez bien rodé qui, d'une indignation à l'autre, a vite fait de faire tourner des protestations réitérées, en palabres de nains de jardin.

Plus de six mois au moins ont passé depuis le passage du bulldozer. "Là-haut sur la montagne" la ferme occupée de la Picharlerie n'est plus qu'une balafre. La nature morte a repris le dessus sur la nature vivante. Le maquis des broussailles du consensus sur le maquis des idées qui bataillent.

On disait autrefois qu'un bon nègre, c'était un nègre mort, mais une bonne nature, aujourd'hui ça paraît bien être une nature morte.

En éventrant les terrasses et les bâtiments de la Picharlerie, les chenilles du bulldozer ne faisaient pas que détruire. Elles écrivaient à même le sol que sauver c'est détruire. Elles écrivaient cette novlangue résumée par les trois slogans du Parti, inscrits artistiquement au fronton du Ministère de la Vérité, dans 1984 : LA GUERRE C'EST LA PAIX, LA LIBERTÉ C'EST L'ESCLAVAGE, L'IGNORANCE C'EST LA FORCE.

"Si les femmes et les hommes qui prétendent reconstruire des lieux à l'abandon étaient soucieux de progrès, ils laisseraient la main du marché faire jouer le libre jeu de la concurrence, au lieu de se fourvoyer dans des illusions pétainistes qui freinent l'épanouissement d'une société performante. La spéculation se développerait, l'image du pays s'en trouverait valorisée, avec les bienfaits collatéraux que cela ne manquerait pas d'avoir sur la préservation de la nature. Mais au lieu de cela ils donnent le spectacle dégoûtant d'une jeunesse "dépravée, droguée, fainéante, pas propre, mal habillée", qui refuse d'aller exercer ses talents sur le seul terrain qui lui soit profitable, les ghettos construits à son intention. Avec tout le versant sécuritaire qu'une telle présence ne manque pas de faire lourdement peser sur des populations autochtones au bord de la crise de nerfs".

En suivant ce raisonnement, on pourrait dire que si les marins du cuirassé Potemkine, plutôt que de se rebeller, de préférer l'esclavage à la liberté en s'arc-boutant

comme disent les théoriciens libéraux à des privilèges rétrogrades, avaient mangé de bon cœur les charognes grouillantes d'asticots qu'on leur présentait, ils auraient donné au monde un bel exemple d'ouverture mentale, au lieu de ce spectacle lamentable qui nous a conduits au goulag.

Cependant, même si la cervelle saute à pleins bords sur les écrans et le reste, tout le monde n'est pas candidat au décervelage. Il y a encore des gens pour qui la vie est plus belle que la mort, la langue vivante des squatters plus belle que la langue morte des bulldozers, et qu'il y a mieux à agir en êtres humains qu'en zombis.

Quand une bande de fachos fait une descente dans une ruine pour en chasser les occupants, il y a encore des gens pour dire qu'ils ne sont pas dans leur bon droit, quand bien même ils se réclament du droit de propriété, mais qu'ils veulent simplement étendre la dictature du mensonge.

Une société richissime qui compte plusieurs centaines de milliers de personnes jetées à la rue est une société du crime peint aux couleurs de la sainteté financière. Point. Que la bande de fachos en question soit là pour faire le sale boulot, c'est une affaire entendue. Ce qui ne l'est pas, c'est que la saloperie, sous couvert du droit de propriété, se donne des airs d'angélisme et de vertu. Bien sûr il n'y a pas mieux que les salopards pour se croire des anges vertueux mais il n'est pas dit non plus qu'un jour les ailes ne doivent leur en tomber. C'est pourquoi les occupations de lieux où se construit une autre forme de bonheur que le malheur peint aux couleurs du bonheur publicitaire, doivent être défendues.

La purification médiatique de la pensée, que l'on peut mettre en parallèle avec d'autres, comme la purification ethnique, est allée plus loin que le rêve des Églises. N'est-elle pas unique, mondiale, alors que les religions se font âpre concurrence ? Dans les classes qui prétendent s'y opposer, elle ne cesse de recruter de nouveaux relais pour étendre son œuvre d'anéantissement.

Des écrivains, des cinéastes, des ethnologues, des sociologues, des philosophes ainsi que leurs sous-espèces employées dans les journaux ou les associations culturelles, sont passés au service du mensonge industrialisé. Dans les journaux, la télé, la com, l'agitation culturelle, ils ont travaillé dur, pendant des années, la machette à la main, pour donner au mensonge les couleurs excitantes de la réalité.

À les entendre, choisir ce serait ne pas choisir, penser ce serait ne pas penser, et ainsi de suite, ne pas se soumettre c'est se ranger du côté des perdants. Ils parlent tellement fort et on n'entend tellement qu'eux, que l'aveu est désormais courant qu'en dehors de leur discours on n'imagine pas qu'il puisse y en avoir un autre.

Quant aux "artistes", toujours à l'affût de quelque reste de viande à racler sur l'os de l'art contemporain, ils

n'ont pas mégoté leur contribution à cette grande entreprise de purification de la pensée. C'est ainsi que dans le contexte porteur de la maison à tant d'euros, certains se sont emparés du concept innovant et rigolo de la cabane dite, c'est important, à zéro euro. Cabane en cartons, ou maison à zéro euro, pourquoi pas ? Il n'y a pas de pauvres idées, et d'ailleurs les pauvres n'ont pas d'idées, mais que des idées à leur prendre. Zéro, donc, mais pas pour tout le monde. Zéro c'est pour le



carton, c'est aussi pour la maison, dans le monde du bling bling déjà tout un programme, à l'envers, certes, mais d'abord à l'envers du concept, ce qui peut être payant, le concept zéro, car dans le domaine du concept et de la propagande, est vrai l'adage "qui peut le plus peut le moins", mais est tout aussi vrai celui du "qui peut le moins peut le plus". Dans le monde ébouriffant de la finance, donner des idées au fric des ignares qui ont remplacé les collectionneurs et amateurs éclairés de jadis peut faire mouche. Alors, cette maison ou cabane à zéro euro, on l'expose d'abord dans une galerie, mais comme on est dans le monde juteux de l'art contemporain on va en faire une zéro performance en l'abandonnant au miracle du trottoir, et au premier homme errant, sdf comme on ne veut pas l'appeler, qui en fera "son" œuvre, en l'habitant, et lui donnera ainsi cette dimension socialement subversive sans laquelle il n'est pas d'œuvre d'art contemporain. Quoi de plus décoiffant, en effet, qu'une maison zéro habitée par un homme zéro, quoi de plus propre à faire tourner à plein régime la machine à laver les cerveaux, et accessoirement remplir le tiroir-caisse, que de prendre une idée qui gêne les chantres du néo-libéralisme, la cabane, pour en faire un cachot "tendance" peuplé d'un sous-homme en voie de transfiguration artistique mis à l'enchère chez Christies ?

Pour les cérémonies du 11 novembre on entend ahaner, par un poilu survivant : "Mort pour la France", à chaque article de la liste macabre qui n'en finit pas de dégouliner sur le socle du monument. Mais ce n'est pas vrai que ces soldats qu'on a envoyés à la Grande Boucherie sont morts pour la France. Ils sont morts pour l'idée de nation parvenue en phase terminale, comme l'ont été à Auschwitz ceux qui sont morts au nom de l'idée de pureté de la race, et comme tant d'autres sont massacrés aujourd'hui dans les mines et les usines du

sud-est asiatique, quand ils ne sont pas victimes de la famine par la spéculation sur les céréales, au nom de l'incantation néo-libérale.

Ah ! qu'ils savaient être beaux la nation française, le surhomme hitlérien, et comme sont beaux aujourd'hui les idéaux du néo-libéralisme, sans cesse purifiés et arrondis aux angles par les esthéticiens de la crétinisation de masse ! Et tant pis pour les dégâts collatéraux et autres massacres de masse, le dieu marché reconnaîtra les siens !

Le système d'espionnage satellitaire étatsunien échelon, est capable de lire ce que n'importe qui tape sur son clavier d'ordinateur. Lorsque la technologie aura progressé, — mais ne l'a-t-elle déjà fait ? —, un système d'analyse automatique sophistiqué pourra permettre, lorsque l'écrit sera jugé trop vrai, c'est-à-dire, selon la novlangue, pas assez mensonger, d'en éliminer le scripteur d'une simple frappe tueuse. Plus simplement on peut se demander si la technologie laissera une place à un usage humain de la pensée, ou bien si celle-ci finira par ne plus devenir possible qu'en dehors d'elle.

La personne qui regarde une montagne et réfléchit à la place qu'elle occupe devant elle et dans la nature en général, et la personne qui se confie à son ordinateur ne sont pas forcément faites pour se comprendre. On peut dire de la première qu'elle tend à être maîtresse de sa pensée, en l'occurrence la pensée de ce qu'elle est face à la montagne qui lui fait face, et de l'autre qu'elle tend à une servitude plus étroite avec sa machine.

Dire qu'il n'y a pas de différence entre un ordinateur et une montagne, c'est dire qu'il n'y a pas de différence entre la vie et la mort. On ne fait pas sa vie avec un ordinateur, on ne fait que sa mort. Par contre avec une montagne, même si on n'a rien à attendre d'elle, on peut vivre. C'est à vous de faire d'elle ce que vous voulez, c'est à dire, de vous faire vous-même. Qui peut en dire autant d'un ordinateur ?

Mais sans attendre que la technologie prenne le contrôle de nos cerveaux pour nous soumettre à l'arbitraire criminel du marché, il n'est peut-être pas inutile d'affirmer que le mensonge de ceux qui s'opposent aux occupations de sites abandonnés dans les Cévennes pourrait bien se résumer à vouloir nous faire prendre la montagne qu'ils défendent derrière leurs justifications contradictoires et leurs revendications racistes, pour celle que dessine la courbe zigzagante qui s'affiche sur le terminal du trader fou de la Société Générale. Avis aux intéressés : nous sommes assez bien informés pour savoir qu'il n'en est rien.

# Rassemblement à Mende le 20 mars

Depuis de nombreuses années déjà, en ville comme à la campagne, face à la nécessité de se loger et de gagner un peu d'autonomie, une partie de la population, souvent jeune, précarisée et en rupture avec le modèle dominant de la « vie moderne » (pauvreté, concurrence effrénée, marchandisation de tous les aspects de la vie, individualisme, solitude...), met en place, selon ses choix et ses moyens, de nouvelles formes d'habitat.

Squats, camions, cabanes, yourtes, tipis..., que cela procède d'une volonté militante ou de la simple nécessité de survivre, ces formes d'habitat se trouvent confrontées aux normes, aux lois et aux intérêts qui régissent une société où seuls les profits comptent.

Les sociétés immobilières en ville, la promotion du tourisme dans les zones de moyenne montagne jugées insuffisamment rentables pour l'agriculture industrialisée, exigent des centre-villes propres et des campagnes aseptisées de toute population pauvre, dangereuse, qui fait tache et gêne le business.

Le plan consiste à parquer cette population aux lieux de la mise au ban. Ces zones suburbaines dénommées banlieues quartiers quadrillés par la BAC et les CRS où il ne lui reste plus qu'à ronger son RMI, son chômage, son salaire de misère, et à remplir les prisons.

Les Cévennes n'échappent pas à cette réalité ; le foncier flambe, les forêts aussi, faute de paysans, et les seuls axes de développement prévus tournent autour du tourisme et du télétravail. Les normes, les contraintes administratives, le prix de la terre, tuent la petite paysannerie fondée sur

une économie d'autosuffisance. L'Etat, fer de lance des intérêts privés, se charge de faire le ménage (au Karcher ou au bulldozer) de toute population « indésirable ».

Cet été c'était le squat de la Picharlerie qui était évacué manu militari puis rasé sur ordre du Préfet. Aujourd'hui, changement de stratégie :

Eric est propriétaire de son terrain, l'Etat passe donc par les tribunaux pour faire pression sur ce « terroriste » constructeur de yourte.

Ailleurs, toujours dans les Cévennes, c'est encore la préfecture qui fait directement pression sur un propriétaire privé (trop laxiste ?) pour lui faire engager des procédures judiciaires contre des squatters...

Nous sommes aujourd'hui de plus en plus nombreuses et nombreux, ici comme ailleurs, à refuser ces pratiques et la société qui les justifie.

Squatters ou propriétaires de notre terrain, paysans (qui vit du pays et au pays) avec ou sans statut, simple habitant ou nomade de passage, c'est collectivement, sur la base de pratiques concrètes, solidaires et autogérées, que nous nous opposons et que nous continuerons à nous opposer au meilleur des mondes qu'on nous fabrique et qu'on nous vend...

Soyons présents au tribunal correctionnel de Mende, le 20 mars 2007 à 14h, en solidarité avec Eric, convoqué pour construction illégale d'un « habitat familial de type yourte ».

infos sur <http://lapicharlerie.internetdown.org/>

## Mars 2007, en quête d'autonomie, un groupe de joyeux lurons décide d'ouvrir un lieu collectif, le Prat del Ronc, en Cévennes lozériennes.

DÈS LORS, des chantiers sont organisés, des projections, une grande surface jardinable est défrichée et mise en culture, des murs remontés, le toit réparé, des fours (pain, poterie) voient le jour.

OBJECTIFS ANNONCÉS : autonomie alimentaire face au travail et à l'industrie, expérience de vie collective, réflexions et actions.

Cependant, la préfecture ne voit pas ça du même œil et exerce depuis plusieurs mois des pressions sur le propriétaire anglais pour qu'une plainte soit déposée et l'expulsion ordonnée. Visites de la gendarmerie, prise de photos puis huissier en novembre, qui donne aux non-désirés 15 jours pour quitter les lieux. Evidemment, le lieu reste ouvert et ses habitants comptent bien y rester, qu'afin que la sacro-sainte propriété privée n'ait pas le dessus sur nos vies.

**Pratman.**

Toutes les semaines, le four à pain est chaud et prêt à accueillir vos fournées.

**Prat del Ronc, Col de prentigarde,  
48370 Saint-Germain-de-Calberte  
0466320246.**



## La chasse aux pauvres

La chasse aux pauvres n'est pas seulement le fait de l'augmentation délirante des loyers et des marchandises qui nous poussent à aller vivre en cité. Il y a toutes les mesures prises pour nous faire travailler à l'œil en partenariat avec l'ANPE, ou pour nous remettre dans le circuit du travail sous la forme d'un contrat (RSA, CAE, ...) qui, à terme, nous enlèvera les allocations et ne nous proposera aucun revenu véritable.

Il est à présent urgent de se regrouper pour faire face aux attaques des citoyens zélés contre les allocataires (délation, rapports bidon, coups de pression, désinformation concernant l'accès aux textes de loi et aux services compétents, etc.) Contre l'opacité des organismes administratifs chargés des allocataires (conseil général, mairie, préfecture, associations), nous devons nous donner les moyens d'une coordination de mobilisation en cas de radiation, de suspension des allocations, et ce, quel que soit le motif invoqué. Contre l'individualisation du traitement de la pauvreté, c'est à dire l'isolement forcé des plus pauvres et leur soumission aux formes de charités conviviales et de proximité, il convient de soutenir collectivement les individus qui ne peuvent se défendre seuls face aux actes de la mafia administrative. La politique antisociale du gouvernement n'épargne aucune catégorie de la population. Il faut en appeler au plus vite à une manifestation de tous les allocataires de minimas sociaux en Languedoc et lancer une proposition de coordination nationale. Nous vous invitons à nous faire part de vos expériences de résistances face à l'administration.

[precariat@live.fr](mailto:precariat@live.fr)

### Y a pas besoin d'un uniforme pour être flic...

Depuis quelques mois, les dénonciations anonymes pour travail au noir se multiplient sur le bassin viganais. C'est arrivé y a pas si longtemps à un pote. Sur simple dénonciation à la gendarmerie, il a été convoqué par téléphone. Il a bien évidemment nié tout travail non déclaré. Mais ce fut à lui de prouver son innocence. Convoqué au tribunal du Vigan, il a dû, pendant un mois, appeler les gendarmes tous les trois jours pour dire son emploi du temps. Selon la gendarmerie, ces dénonciations sont de plus en plus fréquentes. On ne va pas se mettre non plus à paranoïer sur chaque regard en coin de nos voisins, mais bon... à suivre.

### Kalimero sous le soleil, un collectif pour soutenir les inculpés de la guerre sociale en cours.

À la suite de la vague de répression, et en particulier d'incarcérations, qui a frappé plusieurs camarades, compagnons et amis lors des dernières élections présidentielles, plusieurs collectifs de soutien se sont mis en place dans différentes villes. Par suite, l'idée est venue de pérenniser ces structures, car les arrestations et condamnations tombent régulièrement. Il s'agit d'apporter une aide financière sous forme de mandats pour les prisonniers, d'un soutien technique pour la défense et de la création d'un rapport de force à l'intérieur comme à l'extérieur du tribunal. Les rencontres organisées sont aussi bien des moments pour échanger des informations que l'occasion de s'interroger sur les meilleurs moyens de faire face à la répression. La prochaine rencontre aura pour thème notre organisation face à la répression, sur le plan technique. Comment réagir en cas de convocation chez les flics, qu'est-ce qu'une information "privée", comment communiquer et quelles priorités doivent être respectées en matière de communication quand des individus sont ciblés par la police. Il faudra démontrer comment l'ignorance des individus concernant l'administration participe activement au travail de la police. L'objectif de cet atelier est d'établir de solides lignes de conduite collectives face à la répression.

"Classe... contre classe", une compile de soutien aux incarcérés engeôlés des présidentielles 2007.

Accompagnée d'une brochure de 40 pages, cette compile compte 24 titres punk, rock, hip-hop, électro. Comptez 5 euros (ou plus en soutien) pour le tout. Pour commande ou infos: APCP, BP 30312, 84021 Avignon cedex (chèques à l'ordre d'APCP); [csie@boum.org](mailto:csie@boum.org)

## Quelques rendez-vous

**18 mars** : Projections à la librairie Scrupule (Montpellier-Figuerolles) de deux courts métrages: *Novembre 2007, Paris : une ville où l'on peut facilement perdre pied...* (sur le quotidien de SDF), de Maya Defay et Gordana Othnin-Girard ; et *Ghorba Legende* (à propos de la vente de clopes à la criée par des sans-papiers), de Amal Kateb.

**18-19 mars** : chantier collectif au Prat del Ronc (commune de St-Germain-de-Calberte, voir p.6).

**20 mars** : Manifestation devant le Tribunal de Mende (14h), en soutien à un constructeur de yourte à qui on fait des misères (voir p.6).

**22 mars** : Concert à la ferme de Monfavet (à côté d'Avignon), avec entre autres Chiken's Call (punk de Grenoble).

**26 mars** : Projection à la librairie Scrupule (Montpellier-Figuerolles) d'un film *Histoire de la folie*, avec notamment des témoignages sur la Salpêtrière.

**29 mars** : Concert hip-hop au squat de Boutonnet (Montpellier, 32, av. Grasset) avec Cizif, Puz-mama + micro libre.

**30 mars** : Concert à la Vieille Valette (commune de Robiac) de Hainemi d'Etat et Atomic Tango.

**30 mars** : à midi cantine au "transfo en chantier"(Ganges, rue de l'Albarède -prix libre-

**3 avril** à 19h (ou peut-être le 6 à 13h, ; réunion kalimero sous le soleil (probablement à la librairie Scrupule à Montpellier). Voir par ailleurs, l'objet du collectif et de la prochaine réunion : débat sur nos rapports avec la police.

**6 avril** : projection à la ferme de Montfavet sur la biométrie (dans le cadre d'une campagne contre le fichage biométrique et l'installation de bornes dans les établissements scolaires). Infos: [panoptique.boum.org](http://panoptique.boum.org)

**tous les mardis** au squat de Boutonnet (Montpellier, 32, av. Grasset) : projections ; **tous les jeudis** : scène ouverte.

# Le fer de lance de la lutte contre ce monde

« Faut-il montrer comment le droit d'héritage engendre tous les privilèges économiques, politiques et sociaux ? Il est évident que la différence des classes ne se maintient que par lui ! Par le droit d'héritage, les différences naturelles aussi bien que les différences passagères de fortune ou de bonheur qui peuvent exister entre les individus et qui devraient disparaître à mesure que les individus disparaissent eux-mêmes, s'éternisent, se pétrifient pour ainsi dire, et, devenant des différences traditionnelles, créent les privilèges de naissance, fondent les classes, et deviennent une source permanente de l'exploitation des millions de travailleurs par des milliers d'hommes heureusement nés. Tant que le droit d'héritage fonctionnera, il ne pourra y avoir égalité économique, sociale et politique dans le monde ; et tant que l'inégalité existera, il y aura oppression et exploitation. »

(Bakounine, *oeuvres*, V, 201, 69)

La nécessité de combattre la propriété privée reste la finalité et le centre de toute révolte contre le capitalisme. Autant nous devons concentrer nos attaques contre le pouvoir social des propriétaires individuels, autant nous devons désigner publiquement la propriété privée en tant qu'institution de domination de tous les rapports sociaux. Pour ceux qui auraient tendance à l'oublier, tous les prolétaires, *quelle que soit leur situation subjective*, sont la propriété privée collective des capitalistes. D'un même pas, une lutte pour l'accès égalitaire aux ressources vitales implique nécessairement des formes d'actions contre la normalisation sociale de l'appropriation privée. Il faut que la possibilité même de devenir propriétaire soit vécue comme une déchéance au même titre que devenir le jouet de la police. Car il demeure évident que lutter *réellement* contre les effets négatifs de la privatisation des res-

sources - comme la pollution des milieux naturels ou la capture du vivant à des fins commerciales-, ne fait qu'engager sur cette voie. La schizophrénie politique n'est plus de mise en cette matière. Ainsi, il n'y a pas lieu de croire religieusement à une transformation communiste, égalitaire de la propriété privée quand la base vitale de toutes les activités est encore assurée par l'argent. Toute activité qui ne peut exister sans le droit de propriété, et quelles que soient ses buts déclarés, ne

fait que prouver son entière dépendance matérielle à ce qu'elle prétend combattre.

*Le centre de toute pratique subversive est de faire de sa propre dépendance au capital un problème social, de politiser les résultats concrets des expérimentations en cours.* Au stade qui nous occupe, la question est donc toute politique. Faire de la lutte contre la propriété privée l'objet prioritaire de la subversion en France détermine aussi bien la force de frappe des luttes futures me-

nées contre l'aménagement du territoire, la décabanisation, la privatisation des semences que la possibilité d'un usage commun et égalitaire de la terre et de l'habitat. Sur cette question comme sur beaucoup d'autres, nous n'avons pas à craindre la timidité traditionnelle des gauchistes ni les tergiversations habituelles de tacticiens incapables. Transiger sur la nécessité vitale d'une lutte *ouverte* contre la propriété c'est perdre sur l'essentiel, c'est finir dans l'égoût alternatif où *toutes les intensités se valent*. Le reste n'est que poudre aux yeux, chicanes de petits commerçants. Aussi bien, la popularisation massive de l'hypothèse communiste, au-delà du squatt et de la commune, comme de la ligne de partage qu'elle implique, dépend étroitement de l'extention sociale d'une critique politique de la propriété privée dans toutes les sphères de la société et dans toutes les classes sociales.

